



Toutes et tous en grève et à la manifestation nationale à Paris le 14 juin 2016 pour le retrait du projet de loi Travail

Après plus de trois mois de mobilisation des salarié-es, des jeunes, des privé-es d'emploi et des retraité-es, celle-ci se poursuit et s'amplifie contre le projet de loi Travail.

Les actions de grève se multiplient et convergent dans deux des domaines de compétence des ministères (MEEM/MLHD) que sont :

- ✓ les transports - routier, ferroviaire, maritime, fluvial et aérien - avec nos Syndicats à la DGAC et Météo-France notamment,
- ✓ l'énergie (dans les raffineries, les dépôts de stockage et les centrales nucléaires) avec nos Syndicats, notamment dans les ports et sur les docks.

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL appellent à une manifestation nationale à Paris le 14 juin prochain ainsi qu'à différentes modalités d'actions.

L'opinion publique reste massivement opposée à cette loi Travail et à l'utilisation autoritaire du 49.3 par le gouvernement.

Le projet de loi Travail, c'est la fin de la hiérarchie des normes et de la primauté de la loi sur les accords de branche et d'entreprise, c'est travailler toujours plus pour gagner moins, c'est faciliter les licenciements, c'est la remise en cause de la démocratie sociale et la tentative de dévoyer les organisations syndicales dans la négociation de reculs sociaux.

De la même façon, ce serait ensuite, dans les services et les établissements publics la fin de la primauté des dispositions législatives et réglementaires (statut général et statuts particuliers) assujetties aux pouvoirs des préfets.

Alors que le statut des fonctionnaires est une garantie pour les citoyens, les attaques incessantes contre ce statut nous inquiètent, comme la remise en cause des 35 heures. Les agents de la Fonction publique sont donc bien concernés par le projet de loi El Khomri.

Dans un contexte de crise aggravé, les politiques d'austérité participent également de l'affaiblissement des politiques publiques, des services et de l'emploi publics, avec pour conséquences la multiplication de mobilités géographiques et professionnelles non choisies et le développement de la précarité.

Les lettres de cadrage budgétaire pour 2017 adressées par Matignon à l'ensemble des ministères prévoient une réduction de 2% des effectifs, la stabilisation de la masse salariale et le gel de toutes les mesures catégorielles confirmant ainsi l'austérité dans la fonction publique.

Dans un tel contexte, nos organisations syndicales appellent les personnels du MEEM et du MLHD à soutenir toutes les actions engagées dans nos secteurs ministériels pour obtenir satisfaction et faire du mardi 14 juin 2016 une nouvelle et puissante journée de mobilisation interprofessionnelle pour imposer une autre politique au service du progrès social.

Dès à présent, elles appellent à développer les actions par l'organisation de la votation citoyenne et d'assemblées générales dans les services et établissements publics pour assurer le succès de cette journée.

Paris La Défense, le 30 mai 2016